

Unité départementale du Littoral
DREAL Hauts de France
Rue du Pont de Pierre - CS 60036
59820 Gravelines Cedex

Gravelines, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CVE CUD DUNKERQUE

rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe
59140 Dunkerque

Références : -
Code AIOT : 0007003941

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/05/2025 dans l'établissement CVE CUD DUNKERQUE implanté rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe 59140 Dunkerque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été réalisée de façon inopinée et a porté sur la disponibilité et la vérification des moyens de détection et d'extinction incendie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CVE CUD DUNKERQUE
- rue Armand Carrel - ZI de Petite-Synthe 59140 Dunkerque
- Code AIOT : 0007003941

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La communauté urbaine de Dunkerque exploite un Centre de Valorisation Energétique (CVE) situé dans la zone industrielle de Petite-Synthe. Le centre est autorisé par arrêté préfectoral du 5 décembre 2007 modifié.

La communauté urbaine de Dunkerque a confié la gestion opérationnelle à la société BIOGIE (groupe PAPREC).

Le CVE traite les déchets suivants:

- déchets ménagers non recyclables par le centre de tri;
- refus de traitement du centre de tri;
- déchets combustibles ne pouvant faire l'objet d'une valorisation des matières issues des déchetteries, de la collecte des encombrants et des déchets de cartonnage;
- déchets industriels non dangereux assimilables aux déchets ménagers.

Les installations sont constituées:

- d'une fosse de réception;
- d'un ensemble four-chaudière d'une capacité de 12 t/h;
- d'un système de traitement des fumées en phase humide;
- d'un groupe turbo-alternateur et d'équipements thermiques;
- d'une station de traitement des effluents liquides provenant du traitement des fumées avant leur rejet vers une STEP;
- d'une dalle pour le stockage et le tri des encombrants. Cette dalle a été mise en service en fin d'année 2021.

Le CVE est dimensionné pour traiter et valoriser énergétiquement 94 500 t/an de déchets ménagers et assimilés provenant de producteurs situés à moins de 100 km du site.

L'énergie issue de ce traitement thermique est convertie sous forme d'électricité, pour être ensuite injectée dans le réseau EDF, et de vapeur injectée dans un réseau de chaleur situé à proximité.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les

installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.2	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
4	Ressources en eau et mousse	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.4	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.3.2.2	Sans objet
2	Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations	Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite aux constats réalisés, il est proposé à la signature, de Monsieur le Préfet du Nord, un arrêté de mise en demeure concernant la remise en état des matériels de détection et de lutte contre l'incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.3.2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification annuelle du désenfumage
Prescription contrôlée : Les exutoires de fumées sont à commande manuelle. La commande manuelle des exutoires de fumées et de chaleur doit être facilement accessible depuis les issues de secours. La fiabilité des commandes d'ouverture doit être vérifiée au moins une fois par an.
Constats : Des exutoires de fumée à commande manuelle sont présents à proximité des issues de secours. Les équipements de désenfumage ont été vérifiés par SECURI+FRANCE le 4 octobre 2024. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de vérification ENR-06.06.03 version 2. Sur les 16 boîtiers de commande vérifiés (CVE+CVO) seuls 4 ne font pas l'objet de remarques. Pour le CVE, on a les observations suivantes : - salle de quart, 3 exutoires en trémie : 2 s'ouvrent à moitié, - 2ème étage escalier de secours zone TF : ouvrant HS, non testé, hors service, - quai de déchargement, 5 exutoires doubles ouvrants au quai de déchargement : coffret HS, fermeture HS, 2 cartouches à remplacer + non testé hors service, - hall d'entrée, 5 fenêtres façades du local HT, transfo extérieur : 4 ouvertures sur 6 fonctionnent. Au jour de l'inspection, soit 8 mois après les contrôles, les observations ne sont pas encore levées

<p>et l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un plan d'action clair visant à lever rapidement ces non-conformités.</p> <p>Les délais de remise en état sont trop long pour des vérifications de périodicité annuelle. La non conformité relative au mauvais état des exutoires est traitée au point de constat 3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, sous 3 mois, des éléments montrant que les observations concernant les dispositifs de désenfumage ont été levées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Systèmes d'alarme et de mise en sécurité des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Détection incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le CVE est équipé de détecteurs incendie judicieusement répartis et reliés à une alarme en salle de contrôle</p>
<p>Constats :</p> <p>Le CVE est équipé de détecteurs incendie répartis sur les différentes installations à risque. La détection est reliée à une centrale incendie située en salle de commande.</p> <p>La détection incendie a fait l'objet d'une visite par SIEMENS le 29 janvier 2025. Le rapport fait état :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du dérangement d'un détecteur et d'un déclencheur manuel suite à des travaux en cours dans le local du broyeur, - de problèmes sur le bus 3 entre plusieurs détecteurs : devis validé par le client, en attente de travaux SIEMENS, - d'un déclencheur manuel à remplacer : fera l'objet d'un devis SIEMENS. - de déclencheurs manuels avec led non fonctionnel, capot à remplacer, à refixer, avec une vitre cassée ou non repérés. <p>Une intervention complémentaire a été réalisée par SIEMENS le 31/03 : elle indique qu'au départ du technicien le bus 3 était encore hors service et qu'un déclencheur manuel relié à ce bus était en défaut (zdm08.005.037.008).</p> <p>Le jour de l'inspection, le voyant « Hors service » de la centrale incendie était allumé, mais le voyant « Réseau d'alarme hors service » était éteint, ce qui semble correspondre au dysfonctionnement d'une partie de l'installation, mais pas de la totalité du réseau de détection. L'écran mentionnait que le bus 3 et le détecteur manuel zdm08.005.037.008 étaient hors service. L'exploitant a assuré que les autres lignes du réseau fonctionnaient.</p> <p>La non conformité relative au mauvais état de la détection est traitée au point de constat 3.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, sous 3 mois, des éléments montrant que les observations concernant les dysfonctionnements d'une partie du réseau de détection incendie ont été levées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Entretien des moyens d'intervention

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Vérification du matériel incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les équipements d'intervention sont repérés et accessibles. Les remarques concernant chaque type de matériel sont détaillées aux articles 7.3.2.2 (constat 1), 7.5.4 (Constat 2) et 7.7.4.(constat 4). Les équipements d'intervention ne sont pas maintenus en bon état,</p> <p>L'exploitant fait réaliser régulièrement les vérifications des dispositifs de détection et de lutte contre l'incendie.</p> <p>Les rapports sont archivés et tenus à la disposition du SDIS et de l'Inspection des installations classées.</p> <p>Un tableau de suivi des vérifications a été mis en place. Il mentionne la date du dernier contrôle et la date limite de réalisation du prochain.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les dispositions prises afin de maintenir les équipements d'intervention en bon état sont insuffisantes et trop longues dans leur mise en œuvre.</p> <p>Le rapport de contrôle SECURI+FRANCE du 4 octobre 2024 fait état de nombreuses observations concernant les extincteurs, les RIA, le désenfumage et les colonnes sèches qui ne font toujours pas l'objet d'actions de remise en état en mai 2025. De même pour les rapports de SIEMENS concernant le réseau de détection.</p> <p>Il est nécessaire que l'exploitant mette en place un suivi des observations figurant dans les rapports de vérification et des dates butoirs de remise en état.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Ressources en eau et mousse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/12/2007, article 7.7.4
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après.</p> <p>La défense incendie extérieure du site sera réalisée au moyen de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 3 PI (assurant un débit simultané de 120 m³/h sur deux PI) ; • d'un point d'aspiration extérieur existant. <p>La défense incendie intérieure du site sera réalisée au moyen de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • deux colonnes sèches ; • extincteurs et RIA ; • deux canons à eau additivée ; • déversoirs à mousse au niveau des trémies d'alimentation en déchets ; • réserve d'eau incendie dédiée de 120 m³.
<p>Constats :</p> <p><u>Défense extérieure</u></p> <p>Le site dispose de 3 poteaux incendie situés autour du CVE, plus 1 nouveau poteau au niveau de la dalle encombrants destiné spécifiquement à celle-ci. Ils ont été contrôlés le 04/10/24 par SECURI+. Les débits sont tous supérieurs à 60 m3/h (69 à 129 m3/h). En observation, le rapport mentionne l'absence de marquage au sol.</p> <p>Toutefois, pour les 3 poteaux situés autour du CVE, les débits non pas été vérifiés de manière simultanée sur 2 poteaux afin de s'assurer que le débit total restait supérieur à 120 m3/h. <u>Ce contrôle doit être réalisé pour démontrer la conformité.</u></p> <p>Un point d'aspiration existe également, mais ne fait pas l'objet d'un suivi par l'exploitant. Il permettrait d'aspirer les eaux du canal de Bourbourg situé non loin du site. Le 5 mai 2025, le SDIS a réalisé une surveillance opérationnelle des points d'eau incendie du CVE et a, cependant, déclaré ce point d'aspiration disponible. Une remarque porte sur l'absence de numéro de PEI et de plaque mentionnant la capacité en m³.</p> <p>Le SDIS a également vérifié les 3 poteaux du CVE, mais pas le poteau de la dalle encombrants. <u>Les débits mesurés sont 170, 88 et 72 m3/h.</u> Le poteau n°3 est néanmoins considéré comme étant</p>

indisponible, car en raison de travaux, des grilles en empêchent l'accès. Les grilles étaient encore présentes le jour de l'inspection. De plus, pour les 3 poteaux, le SDIS a noté, en remarque, l'absence de bordure peinte en jaune afin de matérialiser l'interdiction de stationner devant les PEI.

Défense intérieure

Les extincteurs, les RIA et les colonnes sèches ont été vérifiées le 4 octobre 2024 par SECURI+. L'organisme de contrôle a relevé les écarts suivants :

- extincteurs, de nombreuses remarques : prévoir changement de housse, manque le panneau, hors service, prévoir guérite, inaccessible, à fixer, manquant, à remplacer (dangerosité appareil), panneau à remplacer
- RIA : 4 appareils avec diffuseur bloqué. Lors de la visite de terrain, il a été constaté que le RIA n°6 portait une étiquette « Matériel inutilisable ». Le rapport mentionne « Diffuseur bloqué + fuite à l'axe »
- colonnes sèches : corrosion sur les soudures (risque éclater), manque bouchon X1, corrosion sur CS, manque panneau « prise incendie ».
- Les deux canons à mousse de la fosse et le déversoir de la trémie ont été vérifiés par PROMAT SECURITE le 01/08/2024, « Fonctionnement conforme de l'installation ».
- La qualité de l'émulseur a été vérifiée sur un échantillon le 14/10/24 par VANRULLEN-UNISEUR : Classe A - Bon état de conservation
- Les surpresseurs ont été vérifiés par PROMAT SECURITE le 22/10/24 : « Fonctionnement conforme de l'installation ». Vu les départs de mousse trémie et canon 1 et 2 au cours de la visite de terrain : étiquette 10/24
- La réserve d'eau incendie dédiée est constitué de 3 cuves de 45 m³ situées à l'intérieur du bâtiment. Les cuves portent des étiquettes de contrôle PROMAT SECURITE 10/24.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place, sous 3 mois, des dispositions afin de lever les observations relatives aux moyens de lutte contre l'incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois